



République de Guinée

Travail-Justice-Solidarité



MINISTRE DES PECHEES, DE L'AQUACULTURE ET DE L'ECONOMIE MARITIME

.....

**PROGRAMME REGIONAL DES PECHEES EN AFRIQUE DE L'OUEST EN GUINEE
(PRAO GN)**



DON IDA : N° 0400 GN

.....

**Projet d'aménagement du débarcadère de Koukoudé
et de construction d'une route d'accès au village de
Koukoudé**

.....

**Plan d'Action de Réinstallation
(PAR)**

.....

Rapport final

Novembre 2018

Résumé exécutif

1. Introduction

Les eaux maritimes entre la Mauritanie et le Ghana, regorgent d'importants stocks de poissons en Afrique de l'Ouest. Certaines des ressources halieutiques sont des stocks partagés. Le secteur de la pêche joue un rôle central dans la vie des populations, ainsi que dans la situation économique de ces pays côtiers. Malgré l'importance de ces ressources, le secteur de la pêche ne contribue pas suffisamment à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté de la région comme il aurait dû l'être, s'il avait été géré correctement.

Cette situation résulte de plusieurs phénomènes dont la surexploitation et la réduction subséquente des ressources à la fois par des exploitants autorisés comme non autorisés, du fait de la faible capacité des pays à gérer de manière durable leurs ressources halieutiques et à empêcher leur surexploitation, en particulier par des navires de pêche illicite.

C'est pour juguler ces contraintes que le Programme Régional des Pêches en Afrique de l'Ouest (PRAO) a été conçu et financé par l'Association Internationale de Développement (IDA) de la Banque mondiale.

Son objectif général est d'augmenter de manière substantielle la totalité de la richesse générée par l'exploitation des ressources marines halieutiques de l'Afrique de l'Ouest, et d'accroître la part de cette richesse capturée par les pays de l'Afrique de l'Ouest, en l'occurrence les neuf (9) pays suivants : le Cap-Vert, le Liberia, la Gambie, le Ghana, la Guinée-Bissau, la Guinée, la Mauritanie, le Sénégal et la Sierra Leone.

Pour sa mise en œuvre en République de Guinée, le Gouvernement de la République de Guinée a demandé et obtenu le financement de la Banque Mondiale pour mettre en œuvre le Programme Régional des Pêches en Afrique de l'Ouest en Guinée (PRAO-GN), qui comporte les composantes suivantes :

- le renforcement de la bonne gouvernance et la gestion durable des zones de pêche ;
- la réduction de la pêche illégale, non déclarée et non réglementée ;
- l'augmentation de la contribution des ressources halieutiques à l'économie locale ;
- la gestion, le suivi - évaluation du projet et la coordination régionale.

C'est ainsi que le PRAO-GN compte intervenir dans la Préfecture de Boffa, notamment dans la Commune rurale de Douprou, pour réaliser les travaux d'aménagement du débarcadère de Koukoudé et construire et bitumer la route de 4 km reliant Khoundinde au débarcadère de Koukoudé.

La mise en œuvre de ces deux (2) sous projets nécessite une acquisition involontaire de terres sur l'emprise du projet, ce qui implique des pertes de biens et de sources de revenus.

Conformément à la politique opérationnelle 4.12 de la Banque Mondiale en matière de déplacement involontaire des populations, le Gouvernement guinéen a déjà élaboré un Cadre de Politique de Réinstallation (CPR) du PRAO-GN qui décrit et clarifie les principes et les procédures à suivre lorsqu'un sous projet engendre une acquisition involontaire des terres.

Ce document cadre guide également l'élaboration du Plan d'Action de Réinstallation (PAR) si requis.

Ce contexte justifie la préparation du présent PAR, dont les objectifs sont de : (i) minimiser, autant que possible, les déplacements involontaires ; (ii) éviter dans la mesure du possible la destruction de biens et (iii) indemniser les personnes affectées de manière juste, équitable et préalable pour compenser les pertes subies par ces dernières du fait du projet.

Le PAR fait l'objet d'un document séparé qui traite des deux (2) sous projets en question (débarcadère et route). Il définit les principes et les modalités de mise en place des actions de compensation et de réinstallation des personnes affectées par le projet, établit les mesures de réinstallation, les dispositions institutionnelles, les procédures de recours, le budget et le chronogramme pour sa mise en œuvre.

2. Description du projet et de ses composantes

Les deux (2) sous projets de débarcadère et de route seront implantés dans la Commune Rurale de Douprou (Préfecture de Boffa – République de Guinée).

Pour chacun des deux (2) sous projets, les activités et installations prévues par le PRAO-GN figurent dans la liste ci-dessous.

Tableau R 1 : Activités prévues dans le cadre des deux sous projets du PRAO-GN

Désignation (Français)	Désignation (Anglais)	Rénovation	Nouvelle construction	Investissement par PRAO-GN
Débarcadère (hangar de débarquement et de stockage) Lot 1 (i)				
Hall de vente	Fish market hall		x	Oui
Hangar de Lavage et tri (a)	Fish washing station (a)		x	Oui
Installation pour le traitement des eaux usées issues du lavage des produits halieutiques			X	Oui
Stockage/ conservation	Storage rooms		X	Oui
Magasin – emballage – abris bois	Shop		x	Oui
Hangar de Conservation (a)	Storage shed (a)		x	Oui
Deux (2) châteaux d'eau : eau salée et eau potable et bornes fontaines pour le débarcadère	Water tower		x	Oui
Un château d'eau : eau potable et de 5 bornes fontaines pour le centre de fumage			X	Oui
Deux (2) toilettes publiques de 8 cabines chacune dont 8 douches et 8 WC pour le débarcadère	Four Toilettes with septic tank		x	Oui
Deux (2) toilettes publiques de huit (8) cabines chacune dont huit (8) douches et huit (8) WC pour le centre de fumage			x	Oui
CPV	Internet center		x	Oui
Clôture périphérique	Perimeter walls	x	x	Oui
Local groupe et magasin du CNSP		X		non
Local groupe - débarcadère			X	Oui
Débarcadère (hangar de débarquement et de stockage) Lot 1 (ii)				

Désignation (Français)	Désignation (Anglais)	Rénovation	Nouvelle construction	Investissement par PRAO-GN
Usine de glace	Structure that houses ice-making plant	x		Non
Lavage et stockage (b)	Fish washing station (b)	x		Non
Conservation (b)	Storage shed (b)	x		Non
MECREPAG (Crédit rural)	Crédit rural	x		Non
Administration	Administration building	x		Non
Logement de la directrice	Lodging/Apartment of directrice	x		Non
Logement des inspecteurs	Lodging/Apartment of inspectors	x		Non
Annexe du logement des inspecteurs	Annex of housing inspectors	x		Non
Maintenance et annexe	Maintenance workshop and logement annexe	x		Non
Poste de contrôle	Poste contrôle	x		Non
Poste d'appui		X		NON
Guérite	Guard house	x		Non
Hangar de fumage amélioré Lot 2				
Hangar de fumage (a)	Fish smoking facility (a)	x		Oui
Hangar de fumage (b)	Fish smoking facility (b)		x	Oui
Route : Lot 3				
Route	Access road	x		Oui

Source : PRAO-GN. Mai 2018

L'ensemble des activités sont regroupées en sous projets : (i) la construction d'un débarcadère et (ii) la construction d'une route.

a. Sous- projet de Débarcadère

Le sous projet « débarcadère » de Koukoudé est constitué de deux (2) principales composantes : la construction d'un hangar de débarquement et de stockage et celle d'un hangar de fumage amélioré.

En outre, il est prévu d'autres infrastructures connexes, notamment des latrines, des châteaux et bornes fontaines au sein des deux (2) emplacements prévus pour abriter le débarcadère et l'aire de fumage. La liste complète des installations connexes est consignée dans le tableau **R 2**.

Toutefois, une partie des activités portera sur la réhabilitation et/ou la rénovation d'infrastructures existantes, notamment la rénovation du hangar de fumage existant. Tandis que les nouvelles constructions, quant à elles, portent sur :

- la démolition des ouvrages existants sur le site et la construction des deux hangars (de lavage et stockage) ;
- la construction d'un nouveau hangar de fumage ;
- la démolition de la toilette publique existante côté Hangar de fumage et la construction des toilettes publiques munies de bornes fontaines. Celles-ci sont prévues pour être utilisées par les pêcheurs, les fumeuses, les manutentionnaires et autres commerçants en activité au débarcadère. Ces toilettes ont pour objectif d'assurer des conditions d'hygiène dans les installations et de diminuer considérablement les défécations à l'air libre ainsi que les maladies d'origine hydro-fécale, comme le cholera ;
- la construction d'un centre d'épuration (des déchets liquides et solides) ;
- la construction du centre PVN (internet) communautaire.

b. Sous- projet de Route

Les activités projetées consistent en la réhabilitation de la route d'accès liant les districts de Khoundindé à Koukoudé où le débarcadère sera réaménagé.

Cette voie d'une longueur totale d'environ 4 km est actuellement en latérite et présente un caractère quasiment dégradé.

A cet effet, les travaux routiers portent principalement sur :

- l'amélioration des caractéristiques géométriques de la route : les largeurs moyennes passeront de 3,0 m à 6 m pour la chaussée et 0 à 2 x 1 m pour les accotements ;
- la reconstruction des ouvrages d'assainissement ;
- le revêtement intégral de la chaussée en bicouche ;
- les travaux d'assainissement de la route ;
- la réalisation de la signalisation verticale et horizontale en vue de la sécurité routière.

3. Impacts sur les personnes et les biens

Le projet induira des déplacements économiques et physiques de populations.

Ces impacts ont été évalués à travers les opérations de recensement et de consultations avec les populations affectées par le projet.

Ces activités ont permis d'évaluer les impacts du projet qui concernent :

- les pertes de structures fixes, semi fixes et précaires à usages d'habitation, de commerce et communautaire ;
- les pertes de revenus et de moyens d'existence tirés des activités commerciales et de services ;
- les pertes d'arbres fruitiers et forestiers.

L'analyse approfondie des données collectées a permis d'obtenir, globalement, une population totale de 133 personnes affectées à indemniser.

Compte non tenu de l'unique bien communautaire affecté, les personnes vivant au sein des ménages des 132¹ PAP sont au nombre de 1516 personnes qui sont affectées par les deux (2) sous projets.

Ces PAP sont réparties en quatre (04) catégories (selon le type de pertes).

- 24 PAP Habitat ;
- 16 PAP Habitat/Places d'Affaires à la fois ;
- 92 PAP Places d'affaires (PAP) et
- 01 PAP Équipements communautaires (PAP).

Tableau R 2 : Ampleur des pertes selon la sous-catégorie de PAP

Nombre Total de PAP	Catégorie PAP	Types d'impact potentiels	Nombre de PAP
133	Habitat	Structure précaire ou amovible à usage d'habitation Structure Semi fixe à usage d'habitation Structure fixe à usage d'habitation	24
	Habitat/Place d'Affaires	Structure Semi fixe à usage commercial et d'habitation Structure fixe à usage commercial et d'habitation	16
	Place d'Affaires	Structure précaire ou amovible à usage commercial Structure fixe à usage commercial Structure semi fixe à usage commercial	92
	PAP-Bien Communautaire	Structure fixe à usage collectif	1

Source : Données d'enquêtes socioéconomiques, Groupement CA-GES / Hpr Ankh Consultants. Mai-Juin 2018

Au total, 60,90 % des personnes affectées à indemniser sont localisées dans l'emprise du débarcadère et dont la majeure partie (84 %) est constituée de PAP places d'affaires.

Les PAP habitats uniquement représentent 7 %. Les PAP qui disposent de places d'affaires au sein de leurs habitations représentent 9 % de la population affectée dans uniquement l'emprise du débarcadère.

Concernant l'emprise du sous projet routier qui englobe 36,84 % de la population totale affectée par les deux (2) sous projets, l'essentiel (47 %) est constitué de PAP Places d'affaires, contre 37 % de PAP habitats. Les PAP disposant de places d'affaires au sein de leurs habitations représentent 14 %.

A noter l'existence de personnes doublement impactées par les deux (2) sous projets à la fois. Ces PAP sont au nombre de trois (03) dont un (1) PAP Places d'affaire et deux (02) PAP à la fois Habitats et Places d'affaire.

Le tableau **R 3** offre un aperçu du nombre de personnes affectées à indemniser selon la catégorie de perte et par sous projet.

Tableau R 3 : Nombre de personnes affectées à indemniser selon la catégorie de perte et par sous projet

Catégorie PAP	PAP dans l'emprise du débarcadère	PAP à la fois dans l'emprise Débarcadère et celle de la route	PAP dans l'emprise de la route	Total
---------------	-----------------------------------	---	--------------------------------	-------

¹ La PAP Bien communautaire n'est pas prise en compte dans le décompte car n'ayant pas de membre d'un ménage affecté.

Habitat	6	0	18	24
Habitat/Place d'Affaires	7	2	7	16
Place d'Affaires	68	1	23	92
Bien Communautaire	0	0	1	1
Total	81	3	49	133
%	60,90 %	2,26 %	36,84 %	100 %

Source : Données d'enquêtes socioéconomiques, Groupement CA-GES / Hpr Ankh Consultants. Mai-Juin 2018

Il faut cependant souligner que l'impact du projet est plus exacerbé chez les hommes (76 %) que les femmes.

Les activités économiques sont marquées par le commerce et les services, la restauration, le fumage de poissons entre autres. Ainsi, les sources de revenus de commerce et de services seront, pour la plupart, affectées de manière permanente du fait de l'emplacement de la PAP.

Toutefois, il convient de signaler que les PAP Places d'affaire de l'actuel site du débarcadère vont revenir à la fin des travaux d'aménagement.

Par contre, les PAP Habitats du débarcadère et celles Places d'affaire de la route ne pourront pas revenir dans les emprises du projet à la fin des travaux.

C'est pour cette raison que le PAR considère que les premières vont subir des pertes temporaires, tandis que les secondes vont subir des pertes définitives.

4. Situation socioéconomique des personnes affectées par le projet (PAP)

Le profil socioéconomique des PAP, combiné aux principaux facteurs indicatifs de vulnérabilité pour lesquels des données ont été collectées lors du recensement et de l'enquête socioéconomique, révèle l'existence de vingt-huit (28) désignées comme potentiellement vulnérables, dont neuf (09) femmes, soit 32,1 % en termes relatifs.

Le choix de ces 28 PAP potentiellement vulnérables sur l'ensemble de la population affectée de cent trente-deux (132) PAP personnes physiques enquêtées, est fait sur la base de critères primaires et secondaires, à savoir :

- Le statut de chef de ménage de la PAP, avec les profils suivants :
 - PAP Femmes chefs de ménage Veuves ;
 - PAP chefs de ménages Divorcées ;
 - PAP chefs de ménage Célibataires ;
 - PAP Chef de ménage Mineures (moins de 18 ans) ;
 - PAP chef de ménage vivant avec un Handicap ;
 - PAP orphelin ;
 - PAP Femmes âgées de 60 ans et plus ;
 - PAP Hommes âgées de 70 ans et plus ;
 - Les personnes malades, particulièrement les personnes atteintes du VIH/SIDA ou d'autres maladies graves ou incurables PAP ne possédant que le bien impacté comme source de revenus.
- Les capacités financières des ménages affectés, avec sous critères suivants :
 - Revenu mensuel inférieur à 187.268 GNF, soit environ 20,58 USD
 - Nombre de personnes à charge supérieur ou égal à 15 avec au moins 5 personnes mineures ou âgées (moins de 18 ans et 60 ans et plus)
 - PAP n'ayant qu'une seule source de revenus pour le ménage.

Dans ce contexte, il a été anticipé que le projet mettra en faveur de ces PAP des mesures d'accompagnement qui pourraient les aider à améliorer leur niveau de vie et influencer leur résilience face aux changements induits par le Projet.

5. Cadre juridique

Le cadre juridique d'un PAR décrit les lois, décrets, politiques et règlements applicables aux activités de réinstallation occasionnées par un projet donné.

Il s'appuie sur le Droit Civil guinéen ainsi que sur le droit coutumier. Particulièrement, la Constitution guinéenne (2010), le Code Foncier et Domanial (1992), le Code Minier (1995), le Code Pastoral (1990) et la Politique foncière rurale (2001) ont tous été mentionnés. En outre, la législation guinéenne dispose d'un cadre juridique et institutionnel de lois et règlements régissant l'expropriation de terres et l'indemnisation des biens affectés.

Ces lois et règlements, s'appliquant à toutes les opérations liées à la réinstallation, au remplacement et à l'indemnisation, sont clairement exposées dans le corps du rapport du PAR.

De plus, une analyse comparative a été faite entre ces lois et règlements avec la politique opérationnelle (PO) 4.12 de la Banque Mondiale.

A l'issue de cette analyse, il est admis qu'en cas de différence entre la législation guinéenne et la PO 4.12 de la BM, c'est le standard supérieur qui prévaudra.

6. Critères d'éligibilité

Toutes les pertes de terres, y compris celles subies par les occupants ayant un droit traditionnel ou coutumier, au sens de la loi guinéenne et de la PO 4.12, sont indemnisées. Cependant, les occupants irréguliers (comme ceux occupants le domaine public maritime devant abriter le débarcadère) ne sont pas indemnisés pour la perte de terre, mais leurs pertes de structures (fixes, semi fixes et précaires) sont compensées. Les occupants irréguliers peuvent aussi qualifier pour des aides à la réinstallation et au rétablissement de moyens de vie. En fait, les principes d'indemnisation reconnaissent que toutes les structures, équipements et arbres doivent être compensés à leur valeur de remplacement à neuf.

Par ailleurs, le PAR prévoit une indemnisation des PAP locataires d'un bâtiment dans une habitation ou une place d'affaire. A cet effet, le Projet leur offrira une indemnité équivalente à 03 mois de loyer, et leur facilitera ainsi, à la recherche d'un autre logement.

En outre, étant donné que des déplacements physiques des PAP surviendront notamment dans le cadre de l'aménagement du débarcadère et que les personnes concernées n'ont pas de droit sur le foncier qui est du domaine public maritime, le PAR prévoit une assistance pour ces PAP. Cette indemnité est estimée à 6 mois de loyer selon le nombre de pièces de l'habitat impacté en guise d'assistance pour la relocalisation.

La date limite de l'éligibilité à l'indemnisation (*cut-off date*), quant à elle, a été fixée au 20 juin 2018, coïncidant avec la fin des recensements et enquêtes socioéconomiques.

L'information sur les critères et la date d'éligibilité a été largement diffusée juste après l'identification préliminaire des biens des personnes affectées dans l'emprise du projet, et avant le début des recensements, et cela de concert avec des autorités locales. Cette diffusion s'est faite lors de la tenue du programme participatif déroulé avant le démarrage du recensement, sous forme d'assemblée de districts qui a permis de regrouper toutes les parties prenantes.

Par ailleurs, les communiqués pris par le Sous-Préfet de Douprou ont été affichés et clairement expliqués aux populations affectées par le projet ou leurs représentants.

Afin de faciliter l'identification des PAP qui recevront les compensations et auront droit aux mesures d'accompagnement à la réinstallation, les personnes éligibles ont été divisées en catégories. Les catégories ont été établies en se basant à la fois sur le statut des personnes éligibles et le mode d'utilisation du bien perdu. Ces catégories sont les suivantes :

6.1 Personnes physiques

- PAP Habitats :
 - Propriétaire de structures (fixes, semi fixes et précaires) à usage d'habitation ;
 - Exploitant/occupant non propriétaire (locataires ou hébergé) de structures à usage d'habitation
- PAP Places d'affaires
 - Propriétaires de structures (fixes, semi fixes et précaires à usage commercial et de service ;
 - Locataires (exploitant)

6.2. Biens communautaires, telles que les détentrices d'équipements communautaires et/ou gestionnaires des infrastructures communautaires (dans le cadre du présent PAR seule la police de Koukoudé a été recensée avec un bien communautaire qui sera impacté)

6.3 Personnes vulnérables qui peuvent être des personnes comme indiqué ci-dessus à la section 4.

Tableau R 4 : Matrice d'indemnisation

Type de perte	Catégorie de PAP recensée	Mesures d'indemnisations			
		En nature	En espèces	Autres indemnités / Assistance	Dispositions à appliquer pendant la mise en œuvre
Pertes foncières					
Pertes foncières	Personnes physiques ou morales propriétaires d'un titre formel	Chaque superficie de terre perdue sera compensée par une parcelle de superficie équivalente ou supérieure.	Ou, Indemnité équivalente au prix au m ² de la terre perdue rapportée à la portion affectée. Cette indemnité est calculée en fonction du prix du marché si un marché foncier actif existe, sinon des formes alternatives pour établir le prix du marché seront accordées. Plus Indemnité équivalente au montant requis pour remplir les formalités d'acquisition d'un nouveau titre	Aucune	En cas d'impact partiel, si la superficie restante n'est plus utilisable, l'ensemble de la parcelle impactée est indemnisée. Dans le cas, l'indemnisation ne comprend pas les frais de formalité administrative. Par contre, si la perte est totale et que la PAP est détentrice d'un titre formel, l'indemnisation prend en compte les frais liés aux formalités administratives.
	Personnes physiques ou morales inscrites sur le livre foncier en tant que titulaire d'un droit spécifique	Chaque superficie de terre perdue sera compensée par une parcelle de superficie équivalente ou supérieure.	Ou, Indemnité équivalente au prix au m ² de la terre perdue rapportée à la portion affectée. Cette indemnité est calculée en fonction du prix du marché si un marché foncier actif existe, sinon des formes alternatives pour établir le prix du marché seront accordées Plus Indemnité équivalente au montant requis pour remplir les formalités de réinscription sur le livre foncier	Aucune	En cas d'impact partiel, si la superficie restante n'est plus utilisable, l'ensemble de la parcelle impactée est indemnisée. De plus, si la perte est partielle l'indemnisation ne comprend pas les frais de formalité administrative. Par contre, si la perte est totale et que le bien de la PAP est inscrite sur le livre foncier, l'indemnisation prend en compte les frais liés aux formalités administratives.
		Personnes physiques ou	Chaque superficie de terre	Ou,	Aucune

Type de perte	Catégorie de PAP recensée	Mesures d'indemnisations			
		En nature	En espèces	Autres indemnités / Assistance	Dispositions à appliquer pendant la mise en œuvre
	morales titulaires de permis d'habiter ou d'autorisation d'occuper	perdue sera compensée par une parcelle de superficie équivalente ou supérieure.	Indemnité équivalente au prix au m ² de la terre perdue rapportée à la portion affectée. Cette indemnité est calculée en fonction du prix du marché si un marché foncier actif existe, sinon des formes alternatives pour établir le prix du marché seront accordées. Plus Indemnité équivalente au montant requis pour remplir les formalités d'acquisition d'une nouvelle autorisation d'habiter ou d'occuper		superficie restante n'est plus utilisable, l'ensemble de la parcelle impactée est indemnisée. De plus, si la perte est partielle l'indemnisation ne comprend pas les frais de formalité administrative. Par contre, si la perte est totale et que la PAP bénéficiera d'une indemnisation afférente aux formalités d'acquisition d'une nouvelle autorisation d'habiter ou d'occuper.
	Personnes physiques ou morales propriétaires d'un terrain reconnu au titre de propriété coutumière ou traditionnelle	Chaque superficie de terre perdue sera compensée par une parcelle de superficie équivalente ou supérieure.	Ou, Indemnité équivalente au prix au m ² de la terre perdue rapportée à la portion affectée. Cette indemnité sera calculée en fonction du prix du marché si un marché foncier actif existe, sinon des formes alternatives pour établir le prix du marché seront accordées	Aucune	En cas d'impact partiel, si la superficie restante n'est plus utilisable, l'ensemble de la parcelle impactée est indemnisée.
	Squatteurs : Occupants informels enregistrés lors du recensement et sans droit (cette catégorie inclut, entre autres, l'ensemble des occupants) des sites du débarcadère et de l'aire de fumage car étant installés sur le domaine public maritime)	Aucune compensation en nature.	Aucune compensation en espèces	<ul style="list-style-type: none"> Relogement des PAP places d'affaires recensées dans l'emprise du débarcadère dans le nouvel aménagement dès la fin de l'aménagement 	Toutes les pertes d'investissements effectués par des squatteurs sur une terre affectée (structures, plantations ou mise en valeur de la terre) devront leur être entièrement remboursées. Se référer aux sections « perte de structures » ou « perte de revenus » ci-dessous pour plus de détails sur le mode de compensation.

Type de perte	Catégorie de PAP recensée	Mesures d'indemnisations			
		En nature	En espèces	Autres indemnités / Assistance	Dispositions à appliquer pendant la mise en œuvre
				<ul style="list-style-type: none"> Assistance à l'acquisition de nouvelles parcelles pour les PAP habitats faisant l'objet de déplacements physiques (appui à trouver des parcelles auprès de la Commune ou achat d'une nouvelle parcelle via la provision réservée à cet effet) Aide au transport et au déménagement Aide à la reconstruction de moyens de vie 	
Pertes de structures (habitation, commerce et autre structures)					
Perte de structures inamovibles dans les habitations, places d'affaires ou équipements communautaires	Propriétaire de la structure recensé, quels que soient les usages (habitation, commercial, industriel ou institutionnel)	Remplacement à neuf des structures selon le standard du coût intégral de remplacement	<u>OU</u> , à défaut, la valeur de reconstruction à neuf de la structure impactée, basée sur les prix actuels du marché, sans tenir compte de la dépréciation (valeur du marché, incluant les coûts de transaction et excluant la dépréciation). Cette indemnité est calculée en fonction du prix du marché discuté à la section 12 du présent rapport.	Aucune	Pour chaque PAP propriétaire d'une structure, un montant forfaitaire lui sera remis pour couvrir ses frais de déménagement.
Perte de	Propriétaire de la structure	Remplacement à neuf des	<u>OU</u> , à défaut, l'indemnité forfaitaire	Aucune	Pour chaque PAP propriétaire

Type de perte	Catégorie de PAP recensée	Mesures d'indemnisations			
		En nature	En espèces	Autres indemnités / Assistance	Dispositions à appliquer pendant la mise en œuvre
structures amovibles dans les habitations, places d'affaires ou équipements communautaires	recensé, quels que soient l'usage (habitation, commercial, industriel ou institutionnel)	structures selon le standard du coût intégral de remplacement	basée sur les prix actuels du marché des matériaux recensés selon la méthode décrite à la section 8.3.3, incluant l'achalandage et excluant la dépréciation). Cette indemnité est calculée en fonction du prix du marché du m ² des structures principes et d'un montant forfaitaire pour le remplacement des équipements connexes (cuisines et toilettes) discuté à la section 8.3.3 du présent rapport.		d'une structure précaire, un montant forfaitaire lui sera remis pour couvrir ses frais de démontage et de déménagement.
Pertes de revenu					
Perte de revenus	Personnes physiques, propriétaires informelles d'une place d'affaire sur le site du débarcadère	Aucune	Indemnité forfaitaire en espèces calculée sur la base des revenus déclarés lors du recensement. Cette indemnité est rapportée sur une période de 3 mois équivalente à la période pendant laquelle la PAP pourra rechercher et s'installer sur un nouveau site qui en réalité ne sera pas éloigné du site actuel.	Aucune	Aucune
	Personnes physiques, propriétaires informelles d'une place d'affaire sur les autres sites du projet outre que le débarcadère (route, etc.)	Aucune	Indemnité forfaitaire en espèces calculée sur la base des revenus déclarés lors du recensement. Cette indemnité est rapportée sur une période de 08 mois équivalente à la durée des travaux d'aménagement du débarcadère avant leur réinstallation sur le nouvel aménagement.	Aucune	Aucune
	Personnes morales ou Personnes physiques qui tirent des revenus de la location d'un ou des	Aucune	Indemnité forfaitaire équivalent à 03 mois de loyer.	Aucune	Aucune

Type de perte	Catégorie de PAP recensée	Mesures d'indemnisations			
		En nature	En espèces	Autres indemnités / Assistance	Dispositions à appliquer pendant la mise en œuvre
	bâtiments dans une maison à usage d'habitation				
Pertes de logis					
Perte de logement	PAP locataires ou hébergées	Aucune	Indemnité de 03 mois de loyer qui lui permettra de retrouver un autre logement. La compensation de la structure affectée est payée au propriétaire légal si applicable.	Aucune	Aucune
Pertes d'équipements et d'infrastructures communautaires					
Pertes d'équipements ou d'infrastructure publics ou privés	Propriétaire de l'équipement	Remplacement à neuf des biens collectifs et communautaires sur le site choisi par la PAP	<u>OU</u> , à défaut, la valeur de reconstruction à neuf de la structure impactée, basée sur les prix actuels du marché, sans tenir compte de la dépréciation (au coût de remplacement)	Aucune	Le PRAO-GN devra privilégier le remplacement à neuf du seul bien communautaire affecté (commissariat de Koukoudé) sur un nouveau site délivré par la mairie de Douprou.
Pertes d'arbres et de ressources naturelles					
Perte d'arbres privés (fruitiers et forestiers) dans les habitations, places d'affaire et équipements communautaires	Propriétaire de l'arbre recensé	Aucune	<u>Arbres fruitiers</u> : Indemnité équivalente à la valeur de l'arbre sur pied (coût de remplacement) selon qu'il soit jeune ou mature Plus Indemnité équivalente à la production annuelle perdue jusqu'à ce que l'arbre puisse à nouveau produire des fruits <u>Arbres forestiers</u> : Indemnité équivalente à la valeur d'un arbre sur pied selon qu'il soit adulte ou de taille jeune	Aucune	Aucune

Type de perte	Catégorie de PAP recensée	Mesures d'indemnisations			
		En nature	En espèces	Autres indemnités / Assistance	Dispositions à appliquer pendant la mise en œuvre
Perte de ressources naturelles collectives	Utilisateurs de ressources	Aucune dans le PAR	Aucune dans le cadre du PAR	Aucune	Ces pertes seront compensées dans le cadre du PGES en cours de préparation pour la route et le débarcadère.
Frais de déménagement					
Frais de déménagement	Toutes les PAPs recensées devant quitter l'emprise	Aucune	Indemnité forfaitaire comme décrit à la section 8.4.6		Les PAP se chargeront elles-mêmes de leur déménagement avec la compensation qui leur a été offerte.
Personnes vulnérables					
Besoin d'assistance particulière pour les PAP vulnérables	PAP vulnérables recensées ou identifiées comme telles lors de la mise en œuvre	Aucune	Aucune	Aucune	Une provision a été prévue pour offrir une assistance selon les besoins spécifiques des PAP et en lien avec la réinstallation ² .
Besoin d'assistance particulière pour les PAP détentrices de structures d'habitation et devant déménager	Les personnes ayant des structures d'habitation et devant déménager sont classées dans les catégories des personnes ayant besoin d'une assistance spécifique pour trouver de nouvelles parcelles à usage d'habitation.	Aucune	Aucune	Aucune	Une provision, pour l'ensemble des personnes détentrices de structures d'habitation, est prévue dans le PAR au cas où la mairie de Douprou n'arrive pas à céder des terres aux PAP.

² Les mesures à offrir seront précisées dès le début de la mise en œuvre et selon les besoins sexo-spécifiques des PAP.

7. Mesures de réinstallation et de restauration des moyens d'existence

Compte tenu du profil des PAP et de leur nombre relativement faible, ce PAR recommande des principes d'indemnisation et mesures d'accompagnement spécifiques. Ces mesures ont été élaborées afin de favoriser :

- l'aide au relogement des personnes dont les structures d'habitations sont affectées, induisant de ce fait leur déménagement physique ;
- la restauration et, si possible, l'amélioration des moyens d'existence des personnes affectées par le projet, par le développement d'un programme de renforcement de capacités dans des domaines ciblés à leur demande, l'appui non financier en termes de formation leur apportera un plus bénéfique, dans la perspective d'un changement d'attitudes et d'adoption de comportements positifs ;
- l'assistance des personnes vulnérables.

Outre ces mesures, le PAR comporte des activités d'assistance spécifique qui sont intégrées à toutes les étapes du processus de mise en œuvre du PAR, notamment en ses phases de finalisation des ententes individuelles avec les PAP, de paiement de leurs indemnisations et de libération des emprises pour les travaux.

8. Consultations du public et participation communautaire

Lors de la préparation du présent PAR, un programme participatif constitué de 03 étapes a été élaboré et mis en œuvre. L'objectif de ce programme a été de garantir l'information, la participation et la consultation des parties prenantes.

L'étape 1 a été consacrée à la visite de site et information des parties prenantes. Il s'est agi précisément de l'organisation d'une visite de reconnaissance des sites du projet au cours de laquelle les deux (2) sous projets de « route et débarcadère » et que les objectifs du PAR en cours de préparation ont été partagés avec les parties prenantes institutionnelles et communautaires, notamment :

- les chefs des Districts de Koukoudé et Khoundindé ;
- le Sous-Préfet de Douprou ;
- le Directeur Préfectoral de l'Habitat et de la Construction de Boffa ;
- le Directeur Préfectoral de l'Environnement de Boffa ;
- la Directrice Préfectorale de la Pêche de Boffa ;
- le Maire de Douprou ;
- les communautés de PAP, etc.

L'occasion a été également saisie par le Consultant pour partager sur les critères d'éligibilité, le programme de recensement et d'enquêtes socioéconomiques.

Quant à l'étape 2, elle a été marquée par la consultation des autorités administratives et locales, en l'occurrence les autorités administratives et locales et les services techniques préfectoraux.

Les avis et préoccupations de ces derniers ont été recueillis ainsi que leurs recommandations et besoins en termes de renforcement des capacités pour une meilleure implication lors de la mise en œuvre du PAR des deux (2) sous projets.

Alors que l'étape 3 consacrée aux consultations individuelles et collectives visait les personnes affectées par le projet et leurs communautés. Elle a été tenue, d'une part, dans le cadre des enquêtes socioéconomiques menées concomitamment au recensement, et, d'autre part, sous forme d'assemblées de districts organisées dans chacun des deux (2) villages impactés, à savoir Koukoudé et Khoundindé.

En définitive, il ressort des différentes consultations avec les acteurs institutionnels, les PAP et de leurs communautés que les sous projets participent au développement de la zone du fait notamment de ses retombées positives.

Néanmoins, des inquiétudes sont émises au regard des pertes et des impacts socioéconomiques qui peuvent en résulter tels que la dégradation des conditions de vie des ménages affectés, notamment ceux dont la subsistance est reliée à la présence du débarcadère.

Les principales préoccupations soulevées par les parties prenantes consultées, sont ci-dessous résumées :

- les pertes de biens qui occasionnent, chez certains ménages, une perte de sources de revenus et de moyens de subsistance ;
- les pertes d'habitations qui peuvent induire des difficultés chez les PAP à trouver un autre logement ;
- le démarrage tardif du projet ;
- la difficulté d'obtenir des informations claires sur la relocalisation des PAP dans le nouveau débarcadère, notamment chez les commerçants qui souhaitent disposer d'une vue en plan de leurs futurs emplacements ;
- la transparence dans le processus d'indemnisation ;
- l'absence de capacités de beaucoup de personnes à développer les activités alternatives.

En termes de recommandations, les actions suivantes sont proposées :

- trouver des terres auprès de la Commune de Douprou pour réinstaller les personnes dont les habitations sont affectées ;
- améliorer le cadre de vie de ce site en facilitant l'accès à l'eau aux populations qui vont déménager ;
- échanger avec les personnes affectées actives dans le fumage du poisson et le commerce, sur les emplacements qui leur seront affectés dans le débarcadère à la fin de l'aménagement de manière à prendre en compte leurs besoins spécifiques notamment en termes d'aménagement et de sécurité ;
- tenir compte des besoins spécifiques de certaines PAP commerçants comme les vendeurs de vêtements qui ne peuvent pas s'installer dans des hangars ouverts car n'ayant pas de sécurité. A ce propos, il est recommandé au PRAO-GN d'aménager des boutiques fermées en lieu et place des hangars ouverts ;
- accompagner les PAP, notamment les fumeurs / fumeuses de poissons à se professionnaliser, notamment à travers le renforcement de leurs capacités et la mise en place d'une ligne de crédit. Par ailleurs, d'autres attentes et recommandations ont été formulées par les parties prenantes. Elles concernent les différentes étapes du processus de réinstallation et sont articulées autour des principaux points suivants :
- une approche participative, transparente, équitable et concertée ;
- une communication adaptée ;
- une prise en compte des avis des familles affectées ;
- une prise en compte des groupes vulnérables ;
- une compensation juste selon le standard du coût intégral de remplacement des biens perdus ;
- une diligence dans le paiement des indemnisations ;
- les indemnisations doivent correspondre au standard du coût intégral de remplacement ;
- des mesures de sauvegarde sociale pour le rétablissement des moyens de subsistance ;
- un recrutement de la main d'œuvre locale ;
- un respect des engagements.

9. Mécanisme de règlement des litiges

Le mécanisme de gestion de plaintes implique trois (3) niveaux :

- le niveau interne qui implique le PRAO-GN et son Consultant pour la mise en œuvre du PAR ainsi que les plaignants. Cette phase consiste en l'analyse de la plainte pour une durée maximale de sept (7) jours à compter de sa date d'enregistrement. Elle peut déboucher sur le règlement de la plainte et donc sa clôture. A défaut, l'étape suivante est déclenchée ;
- le traitement en Comité Local de Médiation (CLM) qui sera implanté dans chacun des deux (2) Districts (Koukoudé et Khoundindé) et comprenant, au moins, les personnes suivantes :
 - le chef du district ;
 - un représentant des populations choisi, par exemple parmi les anciens ou les autorités traditionnelles, selon les cas ;

- un représentant d'une ONG ou association locale présente sur le terrain ;
- un représentant de l'UGP du PRAO-GN.

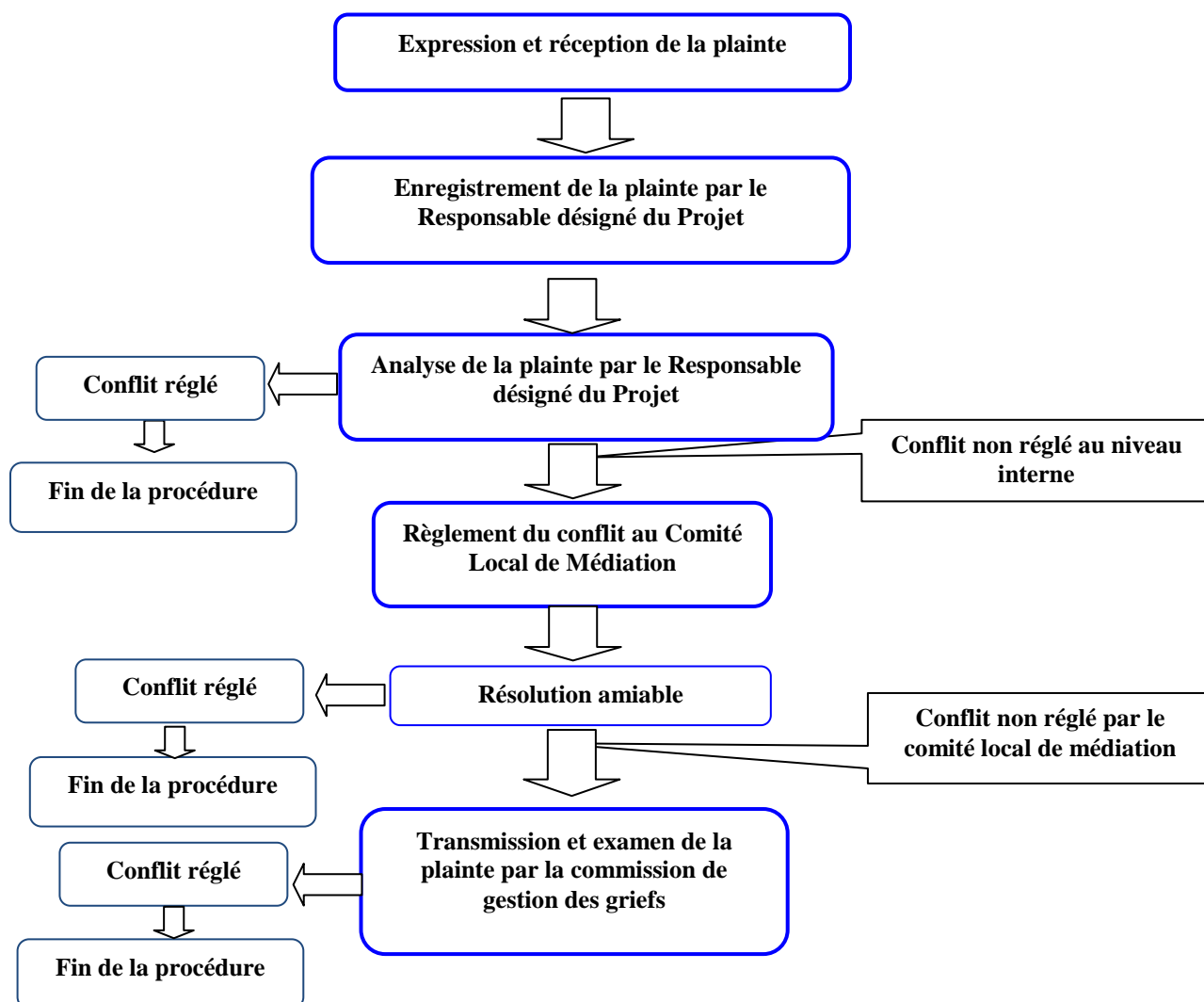
Le CLM dispose d'un délai maximal de sept (7) jours à compter de la date de transfert de la plainte audit comité pour trancher. En l'absence de satisfaction du plaignant relativement à la décision du CLM, l'instance qui suit sera saisie.

- Le traitement par la Commission de Gestion des Griets (CGG) qui constitue le dernier recours avant le tribunal devra durer au maximum 15 jours à compter de la date de transfert de la plainte par le CLM. Ce comité qui interviendra, si le niveau « village » n'évolue pas dans son appréciation est composé, au moins, des personnes suivantes :
 - le Directeur Préfectoral de l'Habitat et de la Construction de Boffa, Président du CGG;
 - la Directrice Préfectorale de la pêche de Boffa, Rapporteuse ;
 - le Sous-Préfet de Douprou, membre ;
 - le Maire de Douprou, membre ;
 - 2 représentants des jeunes de Koukoudé et Khoundindé, membres ;
 - 2 représentants des sages des Districts de Koukoudé et Khoundindé, membres ;
 - 2 représentants de la société civile des Districts de Koukoudé et Khoundindé, membres;
 - un représentant de l'UCP PRAO-GN ;
 - un représentant des PAP.

Si, à l'issue de cette étape, aucune solution n'a été acceptée par le plaignant, le recours juridique est déclenché.

Le suivi du mécanisme de gestion des plaintes sera sous la responsabilité de l'Expert en Sauvegardes Environnementales et Sociales (ESES) du PRAO-GN qui sera appuyé par l'Experte sociale junior (ESJ) dudit projet chargée des questions sociales.

MECANISME DE RESOLUTION DES PLAINTES



NB : La structure facilitatrice du PAR se chargera d'accompagner les personnes analphabètes dans les procédures administratives.

10. Responsabilités organisationnelles et calendrier d'exécution du PAR

Les activités à mener lors de la mise en œuvre du PAR devraient durer six (06) mois, à compter de la date de validation du rapport PAR par la Banque Mondiale.

Les activités menant à la libération totale des emprises devraient être complétées au bout de 3,75 mois, à compter de la date de démarrage de la mise en œuvre du PAR

Suite à la confirmation que les compensations sont mises à la disposition des PAP conformément aux ententes établies avec elles, le PRAO-GN pourra autoriser le début des travaux, et ce, avant d'entamer l'exécution des mesures de restauration des moyens d'existence des PAP qui est planifiée pour une durée de 2,75 mois

L'exécution du présent PAR est sous la responsabilité de l'État de la République de Guinée, représenté par le Ministère chargé des pêches qui a mandaté le PRAO-GN pour la mise en œuvre du projet en question. A cet effet, le PRAO-GN a déjà recruté un Consultant qui lui fournira une assistance pendant la mise en œuvre du présent PAR. Sous ce rapport, un seul contrat a été signé avec le Consultant qui développe le présent PAR, et ceci couvre les activités afférentes à l'assistance pour la mise en œuvre dudit PAR.

Ce consultant ainsi, engagé par le PRAO-GN, aura la tâche de valider les données du recensement, d'appuyer les PAP lors de la constitution de leurs dossiers individuels, d'appuyer le PRAO-GN lors de la finalisation des ententes de compensation avec les PAP, d'entretenir le mécanisme de gestion des plaintes (enregistrement, analyse des plaintes et suivi lors du traitement au niveau des différentes instances), d'accompagner les PAP lors du paiement des compensations et suivi du processus de libération des emprises.

Par contre, le PRAO-GN assumera toutes les tâches afférentes à l'assistance pour la restauration des moyens d'existence des PAP, l'accompagnement des personnes vulnérables ainsi que le suivi externe de la réinstallation.

Tableau R 5 : Activités et responsabilités de mise en œuvre du PAR

Activité	Rôle et responsabilité
1. Approbation du PAR final	PRAO-GN en relation avec la Banque Mondiale
2. Campagne d'information	
Divulgaration du PAR	- PRAO-GN - Préfet de Boffa - Commune Rurale de Douprou
3. Mise en place du dispositif de mise en œuvre du PAR	
- Recrutement d'un Consultant pour la mise en œuvre du PAR - Désignation d'un responsable chargé de la gestion et du suivi interne des réclamations - Recrutement d'un Consultant pour réaliser le suivi/évaluation externe du projet	- PRAO-GN
4. Acquisition des terrains	
Délimitation de l'emprise (bornage)	Urbanisme / Cadastre
5. Mise en place des entités externes d'appui à la mise en œuvre du PAR	
- Commission de conciliation - Comités locaux de médiation - Comité des PAP	- Préfet de Boffa - Maire de Douprou - Chefs de Districts de Khoundindé et Koukoudé - PAP
6. Compensation et assistance des PAP	
Approbation et transfert de fonds	- État de la République de Guinée (représenté par le

Activité	Rôle et responsabilité
	Ministère chargé des finances
<ul style="list-style-type: none"> - Présentation des compensations aux PAP - Compensations des PAP - Assistance à la réinstallation des PAP sur de nouvelles terres agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> - PRAO-GN - Consultant pour la mise en œuvre du PAR
Octroi de terres de remplacement pour le commissariat de police impacté à la PAP morale (PM : pour le seul cas de Bien communautaire/Commissariat impacté)	<ul style="list-style-type: none"> - Commune de Douprou avec l'assistance des Services de l'Urbanisme et des Domaines
Accompagnement social et assistance des PAP et activités de restauration des moyens d'existence	<ul style="list-style-type: none"> - PRAO-GN - Services techniques d'appui au développement (agriculture, élevage, développement communautaire, hydraulique, etc.) - ONG locales
7. Gestion des réclamations	
Réception et enregistrement des réclamations y compris règlement après analyse, si possible	<ul style="list-style-type: none"> - Responsable du PRAO-GN chargé de la gestion et du suivi interne des réclamations - Consultant pour la mise en œuvre du PAR
Première instance de négociation des réclamations à l'amiable	Comité Local de Médiation (CLM)
Si désaccord ou insatisfaction persiste, mécanismes de réparation des préjudices	Commission de Gestion des Grievs (CGG)
L'accès aux mécanismes administratifs ou judiciaires de réparation des préjudices sera toujours disponible pour la PAP	Tribunal ou instance administrative pertinente
8. Suivi et évaluation du projet	
Suivi de la procédure de compensations Suivi et résolution des plaintes et réclamations et Soumission de rapports périodiques d'activité Suivi de la mise en œuvre du PAR	<ul style="list-style-type: none"> - PRAO-GN - Consultant pour la mise en œuvre du PAR
Évaluation de l'opération	Consultant externe chargé d'effectuer le suivi externe et l'évaluation finale de la mise en œuvre du PAR

11. Suivi-évaluation de la réinstallation

Le suivi interne de la réinstallation sera assuré par le Consultant suscité qui fournira ses services pour la mise en œuvre du PAR. Ce Consultant sera chargé de recueillir, de gérer et d'effectuer le suivi des réclamations des PAP, et d'effectuer le suivi auprès des instances de recours, notamment les Comités Locaux de Médiation et la Commission de Gestion des Grievs.

En ce qui concerne le suivi externe de la mise en œuvre du PAR, il sera effectué par un Consultant indépendant engagé par le PRAO-GN.

De façon spécifique, le suivi cherchera à s'assurer entre autres que :

- les indemnisations/compensations ont été effectuées;
- les mesures de restauration des moyens d'existence sont approfondies et mises en œuvre ;
- les autres mesures d'accompagnement sont mises en œuvre ;
- les déménagements se déroulent normalement ;
- les groupes vulnérables bénéficient d'une assistance adéquate ;

- toutes les plaintes ont été examinées et statuées ;
- le calendrier arrêté pour le processus est respecté ;
- et la réinstallation n'engendre pas des impacts négatifs ou que ceux-ci sont bien maîtrisés.

Les principaux indicateurs qui seront contrôlés sont :

- le paiement de la compensation aux différentes catégories de PAP, selon les principes et les barèmes contenus dans le PAR ;
- l'information du public, la diffusion de l'information et les procédures de consultation;
- l'adhésion aux procédures de redressement de torts, le nombre de plaintes enregistrées, le nombre de plaintes résolues, et la période moyenne nécessaire pour résoudre une plainte ;
- la remise en service de toute place d'affaire, et
- la coordination institutionnelle pour l'achèvement des activités de recasement et le début des travaux.

Pour sa part, la Banque Mondiale effectuera des vérifications afin de s'assurer que les compensations ont été payées selon la procédure et les barèmes définis dans le PAR. Il révisera également les plaintes formulées, le processus suivi pour la résolution des plaintes et identifiera les questions toujours en litige.

L'évaluation finale devrait être effectuée par un Consultant indépendant pour mesurer les résultats et les impacts du PAR sur les moyens de subsistance et les conditions de vie des PAP.

12. Budget pour la mise en œuvre du PAR

Le budget pour la mise en œuvre du PAR est évalué à **5 733 170 117 GNF** (soit environ **USD 630,649**). Il est décomposé comme indiqué au tableau R 6 :

L'intégralité du budget le Gouvernement de la République de Guinée, représenté par le Ministère chargé des Finances.

Tableau R 7 : Budget de mise en œuvre du PAR

Rubrique	Montant (GNF)	Montant (USD)
Indemnisation des PAP	3 808 600 698	418 946
Assistance aux personnes vulnérables	324 000 000	35 640
Programme de restauration des moyens d'existence des PAP	228 894 375	25 178
Coût des services du Consultant chargé de la mise en œuvre du PAR	954 342 037,12	106 690
Suivi - évaluation externe de la réinstallation (1% du montant total des indemnisations)	38 086 007	4 189
Imprévus (10 % du montant des compensations)	328 309 500	36 114
Provision afférente aux indemnisations des pertes de terres et de récoltes en cas d'exploitation de carrières et de zones d'emprunt dans le cadre du projet routier (estimée sur la base de 0,25 ha de terres exploitées en riz)	32 187 500	3 541
Provision afférente au fonctionnement du CLM et de la CGG	18 750 000	2 063
Total	5 733 170 117	630 649

L'intégralité de ce budget afférent à la mise en œuvre du PAR sur l'emprise du projet financé par le Gouvernement de la République de Guinée.